



Le progrès social et environnemental, c'est possible !

Édito

La crise sanitaire du Covid-19 a exacerbé les inégalités économiques, sociales et environnementales. Mais elle a aussi révélé l'échec du système libéral qui sert les intérêts de quelques-uns et qui, pour arriver à ses fins, exploite les êtres humains et la nature. Loin des engagements qu'il a pris en pleine crise, le gouvernement n'entend pas tirer les leçons des conséquences des politiques d'austérité. Par ses premières décisions, il persiste à vouloir emprunter le même chemin et imposer de nouveaux sacrifices sociaux et environnementaux comme solutions indépassables d'une relance économique. Le chantage opéré par le patronat et le gouvernement sur le temps de travail et les salaires contre le maintien de l'emploi confirme que le monde d'après ressemblera au monde d'avant si nous ne faisons rien. Pour la CGT, il est possible et urgent de rompre avec ce modèle. Ensemble, nous pouvons imposer le choix du progrès pour un monde juste, durable et solidaire qui nécessite de fortes transformations économiques, sociales et environnementales. Si la CGT s'engage avec d'autres syndicats et associations à tracer les contours de ces changements, c'est avant tout avec l'ensemble de celles et de ceux qui travaillent, les retraités, les précaires, les privés d'emploi qu'elle souhaite construire un monde plus respectueux de l'humain et de la nature. Pour construire ce monde d'après, elle vous soumet ses propositions et vous propose d'engager le débat sur leur contenu. Il est temps que de nombreuses voix s'élèvent pour dire : « Plus jamais ça ! ». Nous devons toutes et tous œuvrer pour imposer, par la mobilisation, un véritable changement de société porteur de progrès social. On compte sur vous !



**Retrouvez le texte
complet sur cgt.fr**



**Travail, santé,
environnement, services
publics, industrie...**

Découvrez les propositions de la CGT sur ces grandes thématiques.

Financement

Il est possible d'opérer les changements nécessaires par un meilleur partage des richesses produites.

**Mondialiser
le progrès social**

Instaurer des normes sociales et environnementales au niveau international

69 % des Français jugent nécessaire de ralentir le productivisme et la recherche perpétuelle de rentabilité.*

70 % des Français jugent nécessaire de réduire l'influence de la finance et des actionnaires sur la vie des entreprises.*

82 % des Français sont favorables à une croissance économique plus respectueuse de l'environnement.*

73 % des Français sont favorables à la mise sous conditions écologiques et sociales des aides publiques versées aux entreprises.*

*Source : sondage Viavoice pour *Libération*, « Coronavirus : quel monde d'après ? », avril 2020

Le travail est au cœur des évolutions sociales et environnementales. Son objectif ne doit pas être la création de toujours plus de profits pour l'actionnaire ni la rentabilité au détriment des missions de service public. Changer de cap nécessite de transformer le travail en plaçant l'humain au centre pour lui redonner du sens, maîtriser son contenu, son organisation et sa finalité.

- Propositions CGT :**
- reconnaitre le travail par le salaire en revalorisant l'ensemble des grilles de classification et de salaire pour

Plus de justice et de démocratie sociale

La démocratie doit s'exprimer au cœur de l'entreprise. Les salariés sont les producteurs de richesses, leur voix doit être entendue et leurs droits respectés.

- Propositions CGT :**
- créer de nouveaux droits pour les salariés. Les représentants des salariés doivent être présents à tous les niveaux de l'entreprise, avec droit de veto;
 - renforcer le rôle des instances représentatives du personnel en leur octroyant des moyens pour intervenir, en rétablissant des mandats de proximité des délégués du personnel (et la création d'un équivalent pour les petites entreprises) et en restaurant les comités hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT);

Travail/ Améliorer la vie en changeant le travail !

prendre en compte les qualifications, les certifications, l'expérience acquise;

- octroyer un droit d'expression et d'intervention dans l'entreprise per-

mettant aux salariés de participer à l'organisation du travail et garantir les conditions de son exercice;

- appliquer la loi égalité femmes-hommes en mettant en place un

- garantir que les accords de branche et/ou d'entreprise soient toujours plus favorables aux salariés que le socle minimal de droits inscrit dans le Code du travail;
- opérer un juste partage des gains de productivité en réduisant le temps de travail à 32 heures sans baisse de salaire;
- reconnaitre les qualifications et l'expérience professionnelle, avec un Smic à 1800 euros d'entrée dans l'emploi sans qualification et/ou expérience;
- sécuriser les parcours professionnels en développant un service public de la formation professionnelle;
- créer un nouveau statut du travail salarié applicable à toutes et tous quelle que soit la forme du travail et incluant des droits attachés à chacun tout au long de la vie. Un statut qui protège et garantit les moyens de mener une vie décente malgré les aléas de la vie professionnelle.

plan de revalorisation des métiers à prédominance féminine et en sanctionnant les entreprises qui ne la respectent pas;

- garantir l'égalité effective des droits sur les lieux de travail entre travailleurs et travailleuses, qu'ils soient détachés, saisonniers ou sans-papiers, et régulariser ces derniers sur simple preuve de la relation de travail;
- encadrer le télétravail par un accord national interprofessionnel décliné dans les branches et les entreprises pour réglementer cette pratique et définir de nouveaux droits.

Environnement/ Développer une agriculture saine et écologique

Pour bénéficier d'une alimentation saine et diversifiée à des prix socialement acceptables, il est nécessaire de repenser toute la chaîne de production alimentaire, ainsi que son acheminement (circuits courts, meilleur contrôle des importations...) afin de respecter la nature et la santé des travailleurs et des consommateurs.

- Propositions CGT :**
- appliquer des normes sociales de haut niveau pour tous les salariés de la filière;
 - favoriser les embauches en CDI. Le recours à des travailleurs détachés et des contrats saisonniers ne peut plus constituer la seule possibilité de travailler dans le secteur agricole.

Pour contrer la mainmise des industriels sur l'agroalimentaire, il est urgent de repenser la production et d'agir pour la tran-

sition dans le domaine agricole avec les agriculteurs.

- Propositions CGT :**
- redéfinir la filière dans son intégralité en imposant le recours aux circuits courts et en favorisant l'artisanat alimentaire qui repose sur une coopération entre producteurs et travailleurs de la terre;
 - renforcer les normes environnementales via une modification drastique de la politique publique et une réorientation de la politique agricole commune;
 - assurer aux agriculteurs un revenu décent, via un soutien public d'ampleur et un contrôle public accru de la filière agroalimentaire;
 - mettre en place une vraie planification agricole prenant en compte les spécificités des territoires et les besoins au niveau national.

Renforcer les entreprises publiques

Les carences constatées dans le secteur pharmaceutique mettent en évidence notre grande dépendance vis-à-vis d'autres pays. Dans le contexte de la mondialisation, un nouveau cadre social, écologique, économique peut être mis en place. Celui-ci s'appuierait, en France et en Europe, sur des priorités nouvelles, en constituant

des pôles publics dans les secteurs stratégiques (énergie, transport, médicaments, finances, communication...).

- Propositions CGT :**
- stopper les processus de privatisation, de délocalisation ou restructuration des entreprises;
 - identifier les filières et entreprises que le pays doit maîtriser en se donnant les moyens d'agir dans l'intérêt général;
 - mettre en place des mécanismes pérennes pour organiser une gestion participative des secteurs

Améliorer et développer les services publics

renforcés et être présents sur l'ensemble du territoire.

- Propositions CGT :**
- stopper les processus de réforme des services et de la Fonction publics, les plans de suppression de postes, les fermetures;
 - inscrire l'action publique dans une démarche démocratique de planification avec la mise en place d'un Conseil national des services publics et de commissions locales;
 - renforcer le rôle de l'État et des collectivités territoriales dans l'éduca-

- maîtriser collectivement l'urbanisation pour l'affranchir des aléas du marché immobilier.

Le transport est le principal contributeur aux émissions de gaz à effet de serre. Qu'il s'agisse de transporter des populations ou des marchandises, il nécessite une vision globale que seul le service public peut garantir, via un pôle public des transports.

- Propositions CGT :**
- développer les transports collectifs (notamment dans les zones rurales) et moduler leurs tarifs pour les rendre plus accessibles;
 - limiter les importations et favoriser le fret ferroviaire.

stratégiques et des prises de décision démocratique;

- garantir un statut de haut niveau aux travailleurs de ces entreprises qui ont des devoirs particuliers, pour qu'ils puissent accomplir leur travail;
- définir les besoins en compétences pour les intégrer dans un programme de formation et ainsi anticiper les mutations du travail;
- harmoniser vers le haut les normes sociales et environnementales en Europe et dans le monde pour mettre fin à la concurrence entre les travailleurs.

tion, la recherche et la culture pour leur donner les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement;

- développer les missions publiques de contrôle dans les domaines sanitaire et environnemental, et couvrir les secteurs clés (logement, petite enfance, gestion des déchets et ordures ménagères, traitement et gestion de l'eau...);
- mettre en place un service public du numérique qui garantisse l'égalité d'accès au très-haut-débit et une gestion démocratique des données et d'internet;
- consolider les garanties statutaires des personnels et engager un processus massif de titularisation.

Santé/ Santé et protection sociale, vecteurs de progrès social

La crise sanitaire a démontré l'utilité et l'efficacité de notre Sécurité sociale, mais aussi les conséquences des coups qui lui ont été portés. Un grand débat national dessinant les contours d'une transformation de notre système de santé doit être engagé.

- Propositions CGT :**
- redonner aux hôpitaux les moyens de fonctionner (fin des restructurations et fermetures, annulation de la dette, augmentation de budget de 5 % et 100 000 embauches);
 - créer un grand service public de l'aide à la perte d'autonomie avec des salariés formés, qualifiés et bien rémunérés dans le cadre d'un statut unifié et en créant au moins 300 000 emplois dans le secteur;
 - renforcer l'exigence d'une sécurité sociale couvrant l'ensemble des besoins avec:
 - la prise en charge totale des frais de santé pour toutes et tous,
 - l'universalité des prestations familiales, non imposables, sans condition de ressources et dès le premier enfant, en tenant compte des évolutions de la parentalité,

- le financement de la perte d'autonomie dans le cadre de la branche maladie de la Sécurité sociale avec l'objectif de zéro reste à charge et la suppression de la barrière d'âge à 60 ans entre handicap et autonomie pour l'obtention des mêmes prestations,
- l'annulation de la réforme de l'Assurance-chômage, la rémunération à 100 % du chômage partiel pendant la crise sanitaire, la prolongation d'un an renouvelable des droits pour tous les artistes et techniciens intermittents et l'indemnisation de tous les demandeurs d'emploi y compris les primo-demandeurs,
- l'abandon du projet de réforme des retraites du gouvernement et l'ouverture de négociations pour améliorer le système actuel par répartition.

L'exemple de la pénurie de masques symbolise à lui seul le naufrage industriel révélé par la crise sanitaire. La désindustrialisation de notre pays nous a fragilisés. Il est urgent de réinventer une politique industrielle et des services qui répondent aux besoins de la population, à l'aménagement des territoires, à des coopérations nouvelles à l'échelle européenne et mondiale tout en protégeant la planète et les droits sociaux.

- Propositions CGT :**
- relocaliser les activités stratégiques avec la mise en place d'un plan négocié entre l'État, les organisations syndicales, patronales et les collectivités territoriales tout en privilégiant les circuits courts;
 - implanter des services publics sur l'ensemble du territoire pour garantir des infrastructures utiles à la reconquête industrielle;
 - garantir la défense de l'intérêt général en accordant des droits d'inter-

Industrie et services publics/ Développer une industrie durable

vention aux salariés et usagers dans la gestion et les stratégies industrielles dans les filières de la santé, de l'eau, de l'énergie et du transport ferroviaire;

- développer une politique de recherche et d'innovation, avec comme objectif de porter son financement à 3 % de PIB, et un contrôle des aides publiques;
- encadrer les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants en s'appuyant sur le tissu industriel existant et en réaffectant des volumes de production dans les usines en France;
- mettre en place une politique de transition énergétique en faveur des énergies non polluantes.

91,3 milliards d'euros,

c'est le montant des niches sociales accordées en 2019 par l'État aux entreprises.

300 milliards d'euros

d'avoirs français dorment dans les paradis fiscaux.

Financer le progrès social, c'est possible !

Les conséquences économiques de la crise sanitaire appellent des mesures fortes pour éviter l'appauvrissement et la précarisation de la population. Ces mesures vont nécessiter la mobilisation de fonds considérables qui doivent être utilisés en toute transparence et sous le contrôle des citoyens. Les moyens existent : la richesse produite en France (PIB) a été multipliée par trois en quarante ans malgré les crises qui ont émaillé cette même période. L'objectif des propositions de la CGT n'est pas d'organiser la charité mais de réformer notre système économique pour une meilleure répartition des richesses.

Une fiscalité juste, globale et cohérente :

- baisser le taux normal de TVA et la supprimer sur les produits de première nécessité ;
- renforcer et rendre plus progressif l'impôt sur le revenu ;
- rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ;
- affecter des moyens conséquents à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Fiscalité des entreprises au service de l'emploi et de la réponse aux besoins :

- relever le taux d'imposition des grands groupes dans le cadre de la lutte contre l'épidémie et le moduler avec les taux d'emprunt en fonction du comportement des entreprises (récompenser les bonnes pratiques sociales et environnementales et pénaliser spéculation, précarisation et délocalisation) ;
- conditionner les aides publiques au respect de critères sociaux et environnementaux ;
- stopper le versement de dividendes dans la période ;
- taxer les profits financiers aux niveaux national et international.

Réorienter l'argent des banques :

- utiliser les crédits aux entreprises pour l'emploi, la création de richesses dans les territoires et la préservation de l'environnement. La Banque centrale européenne doit conditionner l'accès aux 3000 milliards d'euros qu'elle consacre au refinancement de ces crédits à la tenue de ces objectifs. La Banque de France doit y veiller ;
- créer un pôle financier public mettant en réseau des institutions financières exerçant des missions d'intérêt général pour peser sur les banques privées et réorienter l'épargne vers des investissements dans les services publics, le logement ou l'industrie.

Des règles pour mondialiser le progrès social

Alors que 1 % des plus riches possèdent plus que le reste de la population, l'engagement de la CGT est de rompre avec ce système injuste et d'améliorer, sans attendre, les droits et libertés dans la vie comme au travail et de rompre avec le système capitaliste.

Propositions CGT :

- lutter contre le dumping social par l'instauration d'un bouclier fiscal, social et environnemental et obliger les États à prendre des mesures pour améliorer les conditions sociales des travailleuses et travailleurs ;
- organiser, dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT), une conférence internationale extraordinaire du travail dès début 2021 ;
- donner des moyens juridiques aux institutions internationales (OIT, OMS, Unesco,



ONU, FAO) pour jouer leur rôle et ainsi imposer des normes sociales et environnementales et supplanter les règles du commerce ;

- favoriser la coopération syndicale internationale pour peser en faveur des salariés sur l'ensemble du globe ;
- abolir le travail informel et abroger les trai-

tés de libre-échange internationaux ;

- instaurer des normes sociales et environnementales comme conditions aux importations et modifier la réglementation européenne sur les marchés publics pour garantir au minimum 70 % de production sur notre continent et 35 % sur notre territoire.